

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 422

[2009/200324]

19 DECEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004 relatif à l'application du prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 3, § 1^{er}, 1^o, de la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée, notamment, par la loi du 29 décembre 1990 et ses articles 5 à 8 (soit, les articles 5, 6, 7 et 8) tels que modifiés, d'une part, par les lois des 5 février 1999 et 1^{er} mars 2007 et, d'autre part, par arrêté royal du 22 février 2001 organisant les contrôles effectués par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire et modifiant diverses dispositions légales;

Vu le protocole de coopération du 6 décembre 2005 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-capitale relatif au prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004 relatif à l'application du prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale intervenue le 18 novembre 2008;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 décembre 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 décembre 2008;

Vu l'avis 45.301/4 du Conseil d'Etat, donné le 3 novembre 2008, en application de l'article 84, § 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le besoin de faire évoluer le système régional actuel de gestion de l'offre de lait valide jusqu'en 2015 afin de mieux s'adapter aux réalités du marché, par une simplification des conditions d'installation, d'association de producteurs laitiers, de mise en commun définitif de quantités de référence, de cumul de quotas laitiers ou d'exploitation de terres servant à la production laitière;

Considérant la nécessité de faciliter l'évolution structurelle du secteur aux évolutions possibles du système actuel de prélèvement valide jusqu'en 2015 en assurant l'approvisionnement du Fonds des quotas et en établissant un calendrier de diminution progressive jusqu'en 2015 du montant d'indemnisation, par litre de lait, des producteurs qui arrêtent ou réduisent leur activité laitière, par libération ou remise de leur quantités de référence au Fonds des quotas; lequel montant sert souvent de référence dans les transactions entre producteurs;

Considérant que les quantités de référence non produites et non commercialisées sont telles qu'il n'y a plus lieu de limiter les quantités de référence qu'un producteur peut reprendre sous forme de convention de cession temporaire ou leasing;

Considérant que cette réglementation doit s'appliquer, tant pour la période des douze mois ayant commencée le 1^{er} avril 2008 et pour laquelle les dossiers peuvent être introduits jusqu'au 30 novembre 2008 que pour la période commençant au 1^{er} avril 2009;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004 relatif à l'application du prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers sont apportées les modifications suivantes :

1^o au point 6^o, *b*, les mots "de deux producteurs" et "des 2 exploitations" sont remplacés respectivement par les mots "de deux à cinq producteurs" et "des deux à cinq exploitations";

2^o au point 6^o, *b1*, tiret 4, les mots "où sont situées les installations laitières utilisées" sont remplacés par les mots "ou est située l'unité de production laitière utilisée";

3^o au point 6^o, *b1*, tiret 5, les mots "au moins" sont remplacés par le mot "soit". Les mots "soit d'autres terres telles que précisées à l'article 15, § 2, alinéa 2, pour une superficie globale telle que les quantités de référence globales du membre concerné ne dépassent pas 20 000 litres par hectare" sont insérés après les mots "avec les quantités de référence";

4^o au point 6^o, *b3*, tiret deux, les mots "(ou des deux)" et "(ou deux)" sont remplacés respectivement par les mots "(ou plusieurs des cinq)" et "(ou plusieurs)";

5^o au point 12^o, la disposition " ... qui doivent, si nécessaire, être ajoutées pour atteindre la superficie d'un cercle de 30 kilomètres de rayon; "est adaptée comme suit"... qui doivent, si nécessaire pour les producteurs dont les exploitations sont sises à proximité des limites de la Région wallonne, être ajoutées pour atteindre, en Région wallonne, la superficie équivalente à celle d'un cercle de 30 km de rayon";

6^o au point 15^o, § 1^{er}, sont apportées les modifications suivantes :

1. au point *b*, les mots "par un parent ou allié au premier degré avec le cédant" sont supprimés et les mots "où sont situées les terres reprises" sont remplacés par les mots "où est située l'unité de production laitière reprise";

2. au point *b2*, le mot "soit" est inséré après les mots "du point *e*". La disposition suivante "soit d'autres terres telles que précisées à l'article 15, § 2, alinéa 2, pour une superficie globale telle que les quantités de référence globales du producteur concerné ne dépassent pas 20 000 litres par hectare. La preuve en est fournie, annuellement, par la déclaration de superficies, "est insérée après les mots "visées au point *a*" et "sauf si la totalité";

3. au point *c*, les mots „, telle que reprise” sont supprimés;
4. au point *d*, les mots „et toutes les terres servant à la production laitière dont il disposait déjà au 31 mars 2003” sont supprimés;
5. le point *f* est supprimé.

7°. un point 17° est ajouté, libellé comme suit :

“17°. création d’une exploitation : transfert de toutes les quantités de référence du cédant, telles que comptabilisées par l’Administration au 31 mars 2002, à un cessionnaire disposant de moyens de production pour la production de lait ne faisant pas partie d’une unité de production gérée par un producteur titulaire de quantités de référence, sous les conditions suivantes :

1) le transfert des quantités de référence n’entraîne aucun cumul de quantités de référence dans le chef du cessionnaire. Lorsque le producteur-cédant est redevable auprès de l’Administration d’un montant monétaire pour des réallocations antérieures, dont il aurait bénéficié selon les dispositions de l’article 15, les quantités de référence transférées sont réduites à concurrence de quantités dont la valeur monétaire globale est équivalente au montant du, selon les dispositions de l’article 15;

2) l’unité de production laitière du producteur-cessionnaire est située sur le territoire de l’ancienne commune où se trouve l’unité de production laitière à partir de laquelle les livraisons et/ou les ventes directes du producteur-cédant étaient comptabilisées par l’Administration au 31 mars 2002, ou sur le territoire d’une ancienne commune voisine;

3) à la date effective de transfert et annuellement pendant 9 ans, le cessionnaire doit amener la preuve, par sa déclaration de superficies annuelle, qu’il exploite suffisamment de superficies fourragères telles que précisées à l’article 15, § 2, alinéa 2, de sorte que ses quantités de référence globale ne dépassent pas 20 000 litres par hectare;

4) la production de lait par le cessionnaire ne peut se faire que sur l’exploitation créée;

5) cette exploitation doit effectivement être exploitée par le producteur-cessionnaire pour la production laitière, pendant 9 années à partir de la date de transfert de la quantité de référence. Durant cette période, cette exploitation ne peut être ni démantelée ni délocalisée en tout ou partie;

6) jusqu’au 31 mars 2015, sauf en cas de force majeure ou de libération de tout ou partie de la quantité de référence, le cessionnaire peut céder tout ou partie de l’exploitation uniquement à un producteur qui la reprend selon les dispositions de l’article 1^{er}, 15°, et qui est son parent ou allié au premier degré ou son parent collatéral au second degré ou son conjoint;

7) jusqu’au 31 mars 2015, sans préjudices des dispositions des articles 5, 9 et 10, le cessionnaire ne peut exploiter d’autres unités de production que celles faisant partie de l’exploitation créée, à l’exception de terres servant à la production laitière.”

Art. 2. Dans l’article 4 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 2, 1°, alinéa 2, les mots “ne” et “qu’ ” et l’alinéa deux sont supprimés;

2° le paragraphe 2, 2°, est remplacé par la disposition suivante : “2° Sans préjudice des dispositions de l’article 16, la quantité qu’un producteur peut céder sur base de conventions de cession temporaire est limitée à 30 % de ses quantités de référence s’il produit et commercialise au moins 70 % de l’ensemble de ses quantités de référence.”;

3° le paragraphe 2, 3°, est remplacé par la disposition suivante : “3° le preneur de la cession temporaire doit amener la preuve, par sa déclaration de superficies annuelle de l’année civile de demande, qu’il exploite suffisamment de superficies fourragères telles que précisées à l’article 15, § 2, 2°, alinéa 2, de sorte que ses quantités de référence globale, en ce compris la cession temporaire, ne dépassent pas 20 000 litres par hectare.”;

4° au paragraphe 3, les mots “le 30 novembre” sont remplacés par les mots “le 28 février”.

Art. 3. Dans l’article 5 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes.

1° le point *a* est modifié comme suit :

a) les mots “où sont situées les installations de” sont remplacés par les mots “où est située” et le mot “laitière” est inséré après les mots “de l’unité de production”;

b) la disposition commençant par les mots “Les documents justificatifs du transfert de terres...” et s’achevant par les mots “ne dépassent pas 20 000 litres par hectare.” est complétée par la disposition suivante “Pour les transferts visés à l’article 9, § 1^{er} et § 2, et à l’article 10, réalisés avant le 1^{er} avril 2006, le producteur-cessionnaire doit amener, par sa déclaration de superficies annuelle, la preuve qu’il dispose annuellement, à compter de la date effective du transfert, de superficies fourragères telles que précisées à l’article 15, § 2, 2°, alinéa 2, de sorte que ses quantités de référence globales ne dépassent pas 20.000 litres par ha;

2° le point *b* est remplacé par la disposition suivante : “*b.* En cas de reprise ou de création d’exploitation selon les dispositions de l’article 1^{er}, 15° et 17°, le producteur-cessionnaire doit amener annuellement, par sa déclaration de superficies, la preuve qu’il dispose à compter de la date effective du transfert de suffisamment de superficies fourragères telles que précisées à l’article 15, § 2, 2°, alinéa 2, de sorte que ses quantités de référence globales ne dépassent pas 20 000 litres par ha. Cette preuve doit être fournie annuellement par le producteur-cessionnaire d’un transfert, tant avant le 1^{er} avril 2006 qu’ultérieurement, et ce jusqu’au 31 mars 2015.”.

Art. 4. Dans l’article 9 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est remplacé par la disposition suivante : “§ 1^{er}. Hormis en cas de reprise ou de création d’exploitation et sans préjudice des dispositions des articles 5, 10, 13 et 14 les quotas qui sont transférés entre producteurs cédants et preneurs qui ne sont pas, entre-eux, parents ou alliés au premier degré, parents collatéraux au second degré ou conjoints sont diminués de 90 % , sans indemnisation.”;

2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots “dans les deux cas suivants. 1^o” sont insérés entre les mots “Toutefois, cette disposition ne trouve pas à s’appliquer” et les mots “lorsque le transfert s’opère soit au profit”;

3° au paragraphe 1^{er}, un point 2° est ajouté, stipulé comme suit “ 2° Lorsque au cours de la même période, le producteur-cédant a libéré, selon les dispositions de l’article 15, une quantité équivalente à celle qu’il transfère à un ou des tiers.”;

4° au paragraphe 3, sont apportées les modifications suivantes :

a. au point 5°, le mot “laitière” est inséré après les mots “unité de production”. Au dernier alinéa, les mots “quantités de référence et/ou” sont insérés entre les mots “le producteur-cessionnaire des” et les mots “terres transférées”;

b. au point 6°, d’une part, les mots “les superficies fourragères précisées à l’article 15, § 2, 2°, alinéa 2, qui sont exploitées et déclarées par le producteur et” sont insérés entre les mots “au rapport qui existe entre” et les mots “la superficie de terres reprises”. D’autre part, les mots “qui n’ont pas été exploitées de façon continue durant la période de neuf ans à partir de la date du transfert de la quantité de référence et la superficie totale des terres reprises” et la phrase qui suit sont supprimés.

Art. 5. Dans l'article 10 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par la disposition suivante : "§ 1^{er}. Sans préjudice des dispositions de l'article 9 § 3, lors d'un transfert visé à l'article 9, § 1^{er}, à un preneur ou cessionnaire répondant à la disposition de l'article 1^{er}, 7°, a, les tranches de quotas transférés qui, additionnées aux quotas du cessionnaire avant transfert, augmentent les quotas du cessionnaire après transfert au-delà de 600 000 litres, sont diminuées de 90 % , sans indemnisation."

2° le paragraphe 2 est modifié comme suit :

a. au point 1°, les mots "du transfert visé à l'article 9, § 1^{er}" sont insérés après les mots "le producteur-cessionnaire" et les mots "est un groupement de personnes physiques" et les mots "9, § 2, 2°, point a" sont remplacés par les mots "premier, 7°, c";

b. au point 2°, les mots "du transfert visé à l'article 9, § 1^{er}" sont insérés après les mots "le producteur-cessionnaire" et les mots "est une société agricole ou une autre personne morale". Les mots "répondant aux conditions de l'article 9, § 2, 1°, point b," sont supprimés et les mots "9, § 2, 1°" sont remplacés par le mot "premier";

c) au point 3°, les mots "du transfert visé à l'article 9, § 1^{er}" sont insérés après les mots "est constitué d'un groupement de personnes qui sont deux conjoints";

3° le paragraphe 3, 4° est supprimé.

Art. 6. Dans l'article 14 du même arrêté, au paragraphe 3, les mots "ou création" sont insérés entre les mots "A l'exception des cas de reprise" et "d'exploitation,".

Art. 7. Dans l'article 15 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 1^{er}, 2°, est complété par la disposition suivante "Pour les périodes ultérieures, le montant d'indemnisation par litre de lait à 38 grammes de matières grasses de référence est fixé comme suit : période 2009-2010, avec effet au 1^{er} avril 2010 : 0,15 euros; période 2010-2011, avec effet au 1^{er} avril 2011 : 0,12 euros; période 2011-2012, avec effet au 1^{er} avril 2012 : 0,09 euros; période 2012-2013, avec effet au 1^{er} avril 2013 : 0,06 euros; période 2013-2014, avec effet au 1^{er} avril 2014 : 0,03 euros.

Pour ces différentes périodes, le montant des indemnisations respectives est augmenté ou diminué par gramme au-dessus ou en dessous de 38 grammes comme suit : période 2009-2010, avec effet au 1^{er} avril 2010 : 0,0039 euros; période 2010-2011, avec effet au 1^{er} avril 2011 : 0,0032 euros; période 2011-2012, avec effet au 1^{er} avril 2012 : 0,0024 euros; période 2012-2013, avec effet au 1^{er} avril 2013 : 0,0016 euros; période 2013-2014, avec effet au 1^{er} avril 2014 : 0,0008 euros." est ajoutée après les mots "à raison de 0,0039 EUR par gramme au-dessus ou en dessous de 38 grammes."

2° le paragraphe 1^{er}, 7° est complété par la disposition suivante : "c. Lorsque la somme des quantités à réallouer aux producteurs visés en a et b est inférieure à la somme des quantités qui ont fait l'objet d'une demande de libération, chaque demande de libération est réduite en fonction de l'importance relative des litres en surplus non réalloués, comme suit. Par producteur, la quantité à libérer est obtenu en multipliant la demande initiale par le ratio "somme des litres non réalloués divisée par la somme des litres qui ont fait l'objet d'une demande de libération. Les litres non libérés sont restitués à leur titulaire. ";

3° au paragraphe 2, 2°, dernier alinéa, les codes 611, 612, 621 sont remplacés par les codes 61, 613, 62. Les codes 741 et 742 sont supprimés;

4° le paragraphe 2, 5°, est remplacé par la disposition suivante : "5° il ne peut avoir introduit une demande de transfert de quantité de référence en qualité de cessionnaire pendant la période en cours. Toutefois, cette disposition ne trouve pas à s'appliquer en cas de reprise ou création d'exploitation ainsi que pour les producteurs dont les quotas globaux sont inférieurs à 300 000 litres au cours de la période en cours ou qui sont âgés de moins de 35 ans au 1^{er} avril de la période suivante,".

Art. 8. Dans l'article 16 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes.

1° au paragraphe 2, les mots "après expiration de la période concernée" sont remplacés par les mots "au 1^{er} avril qui suit la période concernée";

2° le paragraphe 3 est remplacé par la disposition suivante : "§ 3. Le producteur concerné par la disposition du § 2 peut :

- soit introduire, dans le mois qui suit la notification de la décision par l'Administration, une demande de libération visée à l'article 15 au cours de la période en cours, pour la partie dont ses quantités de référence serait diminuée en cas de non-libération ou pour une quantité supérieure à celle-ci;

- soit introduire avant le 30 novembre de la période en cours une demande de transfert de ses quantités de référence tel que visé aux articles 1^{er}, 15°; 5; 9; 10 et 14.

Lors d'une telle libération ou d'un tel transfert, les quantités de références concernées peuvent faire l'objet des dispositions prévues à l'article 4, § 2."

3° un paragraphe 4 est ajouté, stipulé comme suit : "§ 4. Au 1^{er} avril qui suit la période diminution de ses quotas, le producteur concerné par la disposition du § 2 peut se voir réattribuer une quantité de référence équivalente à celle dont ses quotas avaient été diminuée, pour autant qu'il n'ait pas bénéficié des dispositions du § 3 et qu'il ait produit et commercialisé au cours de cette période au moins 70 % de ses quantités de référence. A défaut, la diminution devient définitive à cette date."

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur pour la période en cours, le jour suivant sa publication, pour les articles 1^{er}, 1°, 2°, 3°, 4°, 6° et 7°; 2; 4, 1°, 2° et 4°; 6 et 8. Pour les autres articles, soit les articles 1^{er}, 5°; 3; 4, 3°; 5 et 7, il entre en vigueur au 1^{er} avril 2009.

Art.10. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 décembre 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 422

[2009/200324]

19. DEZEMBER 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004 über die Anwendung der Erhebung im Sektor Milch und Milcherzeugnisse

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund Art. 3, § 1, 1° des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, abgeändert insbesondere durch das Gesetz vom 29. Dezember 1990 und seiner Artikel 5 bis 8 (d.h. Artikel 5, 6, 7 und 8), abgeändert einerseits durch die Gesetze vom 5. Februar 1999 und vom 1. März 2007 und andererseits durch den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001 zur Organisierung der durch die Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette vorgenommenen Kontrollen und zur Abänderung verschiedener gesetzlichen Bestimmungen;

Aufgrund des Zusammenarbeitsprotokolls vom 6. Dezember 2005 zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Erhebung im Sektor Milch und Milcherzeugnisse;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004 über die Anwendung der Erhebung im Sektor Milch und Milcherzeugnisse;

Aufgrund der am 18. November 2008 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 9. Dezember 2008 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 19. Dezember 2008 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 3. November 2008 in Anwendung des Artikels 84, § 1, 1 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 45.301/4;

In Erwägung des Bedarfs, das derzeitige noch bis 2015 gültige Regionalsystem für die Verwaltung des Milchangebots weiter zu entwickeln, um eine bessere Anpassung an die Marktlage zu ermöglichen, durch eine Vereinfachung der Bedingungen bezüglich der Niederlassung, der Vereinigung von Milcherzeugern, der endgültigen Zusammenlegung von Referenzmengen, der Kumulierung von Milchquoten oder der Bewirtschaftung von Ländereien für die Milchproduktion;

In Erwägung der Notwendigkeit, die strukturelle Entwicklung des Sektors nach den möglichen Entwicklungen des derzeitigen noch bis 2015 gültigen Erhebungssystems durch die Versorgung des Quotenfonds und durch die Festlegung eines Zeitplans für die progressive Ermäßigung bis 2015 des Entschädigungsbetrags pro Liter Milch der Erzeuger, die ihre Milchaktivität einstellen oder reduzieren, durch Freigabe oder Übergabe ihrer Referenzmenge an den Quotenfonds, wobei dieser Betrag oft als Referenz im Rahmen der Geschäftsvorgänge zwischen Erzeugern dient, zu erleichtern;

In der Erwägung, dass es aufgrund der Menge der nicht erzeugten und nicht vermarkteten Referenzmengen keinen Anlass mehr gibt, die Referenzmengen, die ein Erzeuger in Form einer Vereinbarung über die zeitweilige Abtretung oder Leasing übernehmen kann, zu begrenzen;

In der Erwägung, dass diese Regelung sowohl auf den Zeitraum von zwölf Monaten, der am 1. April 2008 begonnen hat und für den die Akten bis zum 30. November 2008 eingereicht werden können als auch auf den Zeitraum, der am 1. April 2009 beginnt, angewandt werden muss;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004 über die Anwendung der Erhebung im Sektor Milch und Milcherzeugnisse werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Punkt 6°, *b* wird der Wortlaut "von zwei wie im Punkt *a* bestimmten Erzeuger" und "der beiden Betriebe" durch den Wortlaut "von zwei bis fünf wie im Punkt *a* bestimmten Erzeuger" bzw. "der zwei bis fünf Betriebe" ersetzt.

2° in Punkt 6°, *b1*, 4. Gedankenstrich wird der Wortlaut "die durch die Milcherzeugergemeinschaft benutzten Einrichtungen gelegen sind" durch den Wortlaut "die durch die Milcherzeugergemeinschaft benutzte Einrichtung gelegen ist" ersetzt;

3° in Punkt 6°, *b1*, 5. Gedankenstrich werden der Wortlaut "die in der Milcherzeugergemeinschaft angebrachten Ländereien denjenigen, die mit den Referenzmengen angeführt sind, entsprechen" durch den Wortlaut "die in die Milcherzeugergemeinschaft eingebrachten Ländereien entweder denjenigen, die mit den Referenzmengen angeführt werden, oder den sonstigen Ländereien, wie sie in Artikel 15, § 2, Absatz 2 angegeben werden, für eine solche globale Fläche, dass die globalen Referenzmengen des betroffenen Mitglieds 20.000 Liter pro Hektar nicht überschreiten, entsprechen" ersetzt;

4° in Punkt 6°, *b3*, 2. Gedankenstrich werden der Wortlaut "(oder von beiden)" und "(von zwei)" durch den Wortlaut "(oder mehreren der fünf)" bzw. "(oder mehreren)" ersetzt;

5° in Punkt 12° wird die Bestimmung "die falls notwendig hinzugefügt werden müssen, um die Fläche eines Kreises mit einem Radius von dreißig Kilometern zu erreichen" wie folgt angepasst: "die falls notwendig für die Erzeuger, deren Betrieben sich in der Nähe der Gebietsgrenzen der Wallonischen Region befinden, hinzugefügt werden müssen, um in der Wallonischen Region die einem Radius von dreißig Kilometern entsprechende Fläche zu erreichen;"

6° in Punkt 15°, § 1 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1. in Punkt *b* wird der Wortlaut "durch eine Person, die im ersten Grad mit dem Überlasser verwandt oder verschwägert ist" gestrichen und der Wortlaut "auf dem die Ländereien, die mit den im Punkt *a* erwähnten Referenzmengen angeführt sind" durch den Wortlaut "auf dem die Milchproduktionseinheit, die mit den im Punkt *a* erwähnten Referenzmengen angeführt ist" ersetzt;

2. der Wortlaut von Punkt *b2* wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: "während einer Dauer von neun Jahren ab der Übernahme dieser neuen Milchproduktionseinheit darf die Milchproduktion nur auf diesem übernommenen Betrieb erfolgen. Unbeschadet der Anwendung vom Punkt *e* müssen entweder die für die Milchproduktion dienenden Ländereien diejenigen sein, die mit den im Punkt *a* erwähnten Referenzmengen angeführt sind oder die sonstigen Ländereien, wie sie in Artikel 15, § 2, Absatz 2 angegeben sind, für eine solche globale Fläche, dass die globalen Referenzmengen des betroffenen Erzeugers 20 000 Liter pro Hektar nicht überschreiten, was jährlich durch die Flächenerklärungen belegt wird, außer wenn die Gesamtheit der Referenzmenge Gegenstand einer wie in Artikel 15, § 1, vorgesehenen Freigabe ist;"

3. in Punkt *c* wird der Wortlaut ", so wie er übernommen worden ist," gestrichen;

4. in Punkt *d* wird der Wortlaut "und alle für die Milchproduktion bestimmten Ländereien, die er bereits am 31. März 2003 besaß," gestrichen;

5. Punkt *f* wird gestrichen.

7° ein Punkt 17° mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"17° Betriebsgründung; Übertragung aller Referenzmengen des Abtretenden, so wie sie am 31. März 2002 von der Verwaltung verbucht worden sind, auf einen Übernehmer, der über Produktionsmittel für die Milchproduktion verfügt, die nicht Teil einer Produktionseinheit waren, die von einem über Referenzmengen verfügenden Milcherzeuger verwaltet wird, unter folgenden Bedingungen:

1) die Übertragung der Referenzmengen führt nicht zu einer Kumulierung der Referenzmengen seitens des Übernehmers; Wenn der überlassende Erzeuger der Verwaltung einen Geldbetrag für vorherige Neufaufteilungen, die er gemäß den Bestimmungen von Artikel 15 in Anspruch genommen hat, schuldig ist, werden die übertragenen Referenzmengen bis zu den Mengen, deren gesamter Geldwert dem zu zahlenden Betrag nach den Bestimmungen von Artikel 15 entspricht, verringert;

2) die gesamte Milchproduktionseinheit des übernehmenden Erzeugers ist nicht auf dem Gebiet der früheren Gemeinde, auf dem sich die Produktionseinheit befindet, von der die Lieferungen und/oder die Direktverkäufe des abtretenden Erzeugers, die von der Verwaltung am 31. März 2002 verbucht waren, ausgingen, oder auf dem Gebiet einer früheren Nachbargemeinde gelegen;

3) am effektiven Datum der Übertragung und jährlich während 9 Jahren muss der Übernehmer anhand seiner Flächenerklärung den Beweis erbringen, dass er über ausreichend Futterflächen nach Artikel 15, § 2, Absatz 2 verfügt, so dass seine gesamten Referenzmengen 20 000 Liter pro Hektar nicht überschreiten;

4) die Milchproduktion durch den Übernehmer darf nur auf dem gegründeten Betrieb erfolgen;

5) dieser Betrieb muss tatsächlich vom übernehmenden Erzeuger für die Milchproduktion während 9 Jahren ab dem Datum der Übertragung der Referenzmenge bewirtschaftet werden; Während dieses Zeitraums darf der Betrieb weder aufgelöst noch delokalisiert werden, sei es teilweise oder vollständig.

6) bis zum 31. März 2015, außer im Falle höherer Gewalt oder bei der Freigabe der gesamten Referenzmenge oder eines Teils davon darf der Übernehmer den Betrieb ganz oder teilweise nur einem Erzeuger, der ihn nach den Bestimmungen von Artikel 1, 15° übernimmt und der mit ihm im ersten Grad verwandt oder verschwägert oder im zweiten Grad in der Seitenlinie verwandt oder sein Ehepartner ist, übergeben;

7) unbeschadet der Bestimmungen der Artikel 5, 9 und 10 darf der Übernehmer bis zum 31. März 2015 keine anderen Produktionseinheiten bewirtschaften (mit Ausnahme jener Ländereien, die für die Milchproduktion bestimmt sind) als jene, die Teil des gegründeten Betriebs sind."

Art. 2 - In Artikel 4 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 2, 1°, Absatz 2 werden das Wort "nur" sowie der Absatz 2 gestrichen.

2° Paragraph 2, 2° wird durch folgende Bestimmung ersetzt: "2° Unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 16 ist die Menge, die ein Erzeuger auf der Grundlage von Vereinbarungen über die zeitweilige Abtretung abtreten kann, auf 30% seiner Referenzmengen, wenn er mindestens 70% seiner gesamten Referenzmengen erzeugt und vermarktet, beschränkt."

3° Paragraph 2, 3° wird durch folgende Bestimmung ersetzt: "3° der Übernehmer der zeitweiligen Abtretung muss durch seine jährliche Flächenerklärung des Kalenderjahres des Antrags den Beweis erbringen, dass er genügend Futterflächen nach Artikel 15, § 2, 2°, Absatz 2 bewirtschaftet, so dass seine gesamten Referenzmengen, einschließlich der zeitweiligen Abtretung, 20 000 Liter pro Hektar nicht überschreiten."

4° in Paragraph 3 wird der Wortlaut "am 30. November" durch den Wortlaut "am 28. Februar" ersetzt.

Art. 3 - Artikel 5 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° Punkt *a* wird wie folgt abgeändert:

a) der Wortlaut "auf dem sich die Einrichtungen der Produktionseinheit befinden" wird durch den Wortlaut "auf dem sich die Milchproduktionseinheit befindet" ersetzt;

b) die Bestimmung, die mit dem Wortlaut "Die Dokumente" beginnt und mit dem Wortlaut "genehmigt worden sind" endet, wird durch folgende Bestimmung ergänzt: "Für die Übertragungen, die in Artikel 9, § 1 und § 2 und in Artikel 10 erwähnt und vor dem 1. April 2006 durchgeführt werden, muss der übernehmende Erzeuger durch seine jährliche Flächenerklärung den Beweis erbringen, dass er jährlich ab dem effektiven Datum der Übertragung über Futterflächen nach Artikel 15, § 2, Absatz 2 verfügt, so dass seine gesamten Referenzmengen 20 000 Liter pro Hektar nicht überschreiten";

2° Punkt *b* wird durch folgende Bestimmung ersetzt: "*b.* Bei einer Betriebsübernahme oder -gründung nach den Bestimmungen von Artikel 1, 15° und 17° muss der übernehmende Erzeuger jährlich durch seine Flächenerklärung den Beweis erbringen, dass er ab dem effektiven Datum der Übertragung über genügende Futterflächen nach Artikel 15, § 2, 2°, Absatz 2 verfügt, so dass seine gesamten Referenzmengen 20 000 Liter pro Hektar nicht überschreiten. Dieser Beweis muss jährlich durch den eine Übertragung übernehmenden Erzeuger sowohl vor dem 1. April 2006 als auch danach und dies bis zum 31. März 2015 erbracht werden."

Art. 4 - In Artikel 9 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraph 1, Absatz 1 wird durch folgende Bestimmung ersetzt: "§ 1. Außer im Falle einer Betriebsübernahme oder -gründung und unbeschadet der Bestimmungen von den Artikeln 5, 10, 13 und 14 werden die Quoten, die unter übergebenden und übernehmenden Erzeuger, die miteinander weder im ersten Grad verwandt oder verschwägert noch im zweiten Grad in der Seitenlinie verwandt noch Eheleute sind, übertragen werden, ohne Entschädigung um 90% verringert.;"

2° In Paragraph 1, Absatz 2 wird zwischen den Wortlaut "Diese Bestimmung findet jedoch keine Anwendung" und dem Wortlaut "wenn die Übertragung entweder zugunsten" der Wortlaut "in den beiden folgenden Fällen" eingefügt;

3° in Paragraph 1 wird ein Punkt 2° mit folgendem Wortlaut eingefügt: "2° wenn im Laufe desselben Zeitraums der übergebende Erzeuger nach den Bestimmungen von Artikel 15 eine Menge freigegeben hat, die derjenigen entspricht, die er einem oder mehreren Dritten überträgt."

4° Paragraph 3 wird wie folgt abgeändert:

a. in Punkt 5° wird der Begriff "Produktionseinheit" durch den Begriff "Milchproduktionseinheit" ersetzt. Im letzten Absatz werden der Wortlaut "Referenzmengen und/oder" zwischen den Wortlaut "der übernehmende Erzeuger der" und den Wortlaut "der übertragenen Ländereien" eingefügt.

b. in Punkt 6° wird einerseits der Wortlaut "der in Artikel 15, § 2, 2°, Absatz 2 angegebenen Futterfläche, die vom Erzeuger bewirtschaftet und erklärt werden, und" zwischen den Wortlaut "zu dem Verhältnis zwischen" und dem Wortlaut "der Fläche jener übernommenen Ländereien" eingefügt. Andererseits werden der Wortlaut "die während des Zeitraums von neun Jahren ab dem Datum der Übertragung der Referenzmenge nicht ununterbrochen bewirtschaftet worden sind, und der Gesamtfläche der übernommenen Ländereien berechnet" und der nachfolgende Satz gestrichen.

Art. 5 - In Artikel 10 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraph 1 wird durch folgende Bestimmung ersetzt: "§ 1. Unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 9, § 3, bei einer in Artikel 9, § 1 erwähnten Übertragung auf einen Übernehmer, der der Bestimmung von Artikel 1, 7°, *a* genügt, werden die übertragenen Quotenanteile, die den Quoten des Übernehmers vor der Übertragung hinzugerechnet werden und die die Quoten des Übernehmers nach der Übertragung auf über 600 000 Liter ansteigen lassen, um 90% ohne Entschädigung verringert.";

2° Paragraph 2 wird wie folgt abgeändert:

a. in Punkt 1° wird der Wortlaut "der in Artikel 9, § 1 erwähnten Übertragung" zwischen den Wortlaut "dem übernehmenden Erzeuger" und den Wortlaut "um eine Vereinigung von natürlichen Personen handelt" eingefügt und der Wortlaut "Artikel 9, § 2, 2°, Punkt *a*" durch den Wortlaut "Artikel 1, 7°, *c*" ersetzt;

b. in Punkt 2° wird der Wortlaut "der in Artikel 9, § 1 erwähnten Übertragung" zwischen den Wortlaut "dem übernehmenden Erzeuger" und den Wortlaut "um eine landwirtschaftliche Gesellschaft handelt oder eine andere juristische Person" eingefügt. Der Wortlaut "die die in Artikel 9, § 2, 1°, Punkt *b* angeführten Bedingungen erfüllt" wird gestrichen und der Wortlaut "Artikel 9, § 2, 1°" wird durch den Wortlaut "Artikel 1" ersetzt;

c. in Punkt 3° wird der Wortlaut "der in Artikel 9, § 1 erwähnten Übertragung" zwischen den Wortlaut "der übernehmende Erzeuger" und den Wortlaut "aus einer Vereinigung von natürlichen Personen besteht, die zwei Eheleute" eingefügt.

3° Paragraph 3, 4° wird gestrichen.

Art. 6 - In Artikel 14, § 3 desselben Erlasses wird der Begriff "Betriebsübernahme" durch die Begriffe "Betriebsübernahme oder -gründung" ersetzt.

Art. 7 - In Artikel 15 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraph 1, 2° wird wie folgt ergänzt: "Für die späteren Zeiträume wird der Betrag der Vergütung pro Liter Milch mit einem Referenzfettstoff von 38 Gramm wie folgt festgelegt: Zeitraum 2009-2010 mit Wirkung am 1. April 2010: 0,15 Euro; Zeitraum 2010-2011, mit Wirkung am 1. April 2011: 0,12 Euro; Zeitraum 2011-2012, mit Wirkung am 1. April 2012: 0,09 Euro; Zeitraum 2012-2013, mit Wirkung am 1. April 2013: 0,06 Euro; Zeitraum 2013-2014, mit Wirkung am 1. April 2014: 0,03 Euro.

Für diese verschiedenen Zeiträume wird der Betrag der jeweiligen Vergütungen pro Gramm über oder unter 38 Gramm wie folgt erhöht oder verringert: Zeitraum 2009-2010, mit Wirkung am 1. April 2010: 0,0039 Euro; Zeitraum 2010-2011, mit Wirkung am 1. April 2011: 0,0032 Euro; Zeitraum 2011-2012, mit Wirkung am 1. April 2012: 0,0024 Euro; Zeitraum 2012-2013, mit Wirkung am 1. April 2013: 0,0016 Euro; Zeitraum 2013-2014, mit Wirkung am 1. April 2014: 0,0008 Euro. »

2° Paragraph 1, 7° wird durch folgende Bestimmung ergänzt: "*c*. Wenn die Summe der den in *a* und *b* erwähnten Erzeugern neu aufzuteilenden Mengen unter der Summe der Mengen, die Gegenstand eines Antrags auf Freigabe worden sind, liegt, wird jeder Antrag auf Freigabe je nach der relativen Bedeutung der nicht neu aufgeteilten überzähligen Liter wie folgt verringert: Pro Erzeuger wird die freizugebende Menge durch die Multiplizierung des ursprünglichen Antrags mit dem Koeffizienten "Summe der nicht neu aufgeteilten Liter, die durch die Summe von Litern, die Gegenstand eines Antrags auf Freigabe wurden, dividiert wird" erzielt. Die nicht freigegebenen Liter werden ihrem Inhaber zurückgegeben.";

3° in Paragraph 2, 2°, letzter Absatz werden die Codenummern 611, 612, 621 durch die Codenummern 61, 613, 63 ersetzt. Die Codenummern 741 und 742 werden gestrichen.

4° Paragraph 2, 5° wird durch folgende Bestimmung ersetzt: "5° er darf während des laufenden Zeitraums keinen Antrag auf Übertragung von Referenzmengen als Übernehmer eingereicht haben. Diese Bestimmung findet jedoch keine Anwendung bei einer Betriebsübernahme oder -gründung sowie für die Erzeuger, deren gesamte Quoten im Laufe des laufenden Zeitraums unter 300 000 Litern liegen oder die das Alter von 35 Jahren am 1. April des folgenden Zeitraums nicht erreicht haben,"

Art. 8 - In Artikel 16 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 2 wird der Wortlaut "nach Ablauf des betroffenen Zeitraums" durch den Wortlaut "am 1. April nach dem betroffenen Zeitraum" ersetzt;

2° Paragraph 3 wird durch folgende Bestimmung ersetzt: "§ 3. Der durch die in § 2 angeführte Bestimmung betroffene Erzeuger darf:

- entweder innerhalb des Monats nach der Zustellung des Beschlusses durch die Verwaltung einen Antrag auf Freigabe nach Artikel 15 im Laufe des betroffenen Zeitraums für den Teil, um den seine Referenzmengen bei einer Nicht-Freigabe verringert würde, oder für eine diesen Teil überschreitende Menge einreichen;

- oder vor dem 30. November des laufenden Zeitraums einen Antrag auf Übertragung seiner Referenzmengen nach den Artikeln 1, 15°, 5, 9, 10 und 14 einreichen;

Bei einer solchen Freigabe oder einer solchen Übertragung können die in Artikel 4, § 2 vorgesehenen Bestimmungen auf die betroffenen Referenzmengen angewandt werden";

3° Ein Paragraph 4 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt: "§ 4. Am 1. April nach dem Zeitraum der Verringerung seiner Quoten kann dem von der in § 2 angeführten Bestimmung betroffenen Erzeuger erneut eine Referenzmenge gewährt werden, die derjenigen, um der seine Quoten verringert wurden, entspricht, soweit er die Bestimmungen von § 3 nicht in Anspruch genommen hat und er im Laufe dieses Zeitraums mindestens 70% seiner Referenzmengen erzeugt und vermarktet hat. Mangels dessen wird die Verringerung an diesem Datum endgültig."

Art. 9 - Der vorliegende Erlass tritt für den laufenden Zeitraum am Tag nach seiner Veröffentlichung für die Artikel 1, 1°, 2°, 3°, 4°, 6° et 7°; 2; 4, 1°, 2° und 4°; 6 und 8 in Kraft. Für die sonstigen Artikel, d.h. die Artikel 1, 5°; 3; 4, 3°; 5 und 7 tritt er am 1. April 2009 in Kraft.

Art. 10 - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. Dezember 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 422

[2009/200324]

19 DECEMBER 2008. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 betreffende de toepassing van de heffing in de sector melk en zuivelproducten

De Waalse Regering,

Gelet op artikel 3, § 1, 1°, van de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, gewijzigd met name, bij de wet van 29 december 1990 en de artikelen 5 tot 8 ervan (namelijk, de artikelen 5, 6, 7 en 8) zoals gewijzigd bij, enerzijds, de wetten van 5 februari 1999 en 1 maart 2007 en, anderzijds, bij koninklijk besluit van 22 februari 2001 hvoormaligende organisatie van de controles die worden verricht door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en tot wijziging van diverse wettelijke bepalingen;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 6 december 2005 tussen de federale Overheid, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de heffing in de sector melk en zuivelproducten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 betreffende de toepassing van de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale Overheid op 18 november 2008;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 december 2008;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 december 2008;

Gelet op advies nr. 45.301/4 van de Raad van State gegeven op 3 november 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1, 1° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de noodzaak om het huidige gewestelijke beheerssysteem van het melkaanbod dat tot 2015 geldig is, te laten ontwikkelen om het beter aan te passen aan de werkelijke marktsituatie, door een vereenvoudiging van de voorwaarden van installatie, van vereniging van melkproducenten, van definitieve samenvoegingen van de referentiehoeveelheden, van cumul van melkquota of van uitbating van gronden bestemd voor de melkproductie;

Gelet op de noodzaak om de structurele ontwikkeling van de sector met de mogelijke ontwikkelingen van het huidige heffingssysteem dat tot 2015 geldig is, te vergemakkelijken door de bevoorradiging van het Quotumfonds te waarborgen en door een schema op te stellen m.b.t. de progressieve vermindering tot 2015 van het vergoedingsbedrag, per liter melk, van de producenten die hun melkactiviteit stopzetten of verminderen door vrijmaking of teruggave van hun referentiehoeveelheid aan het Quotumfonds; dat bedrag dient vaak als referentie in de transacties tussen de producenten;

Overwegende dat hun niet-geproduceerde en niet in de handel gebrachte referentiehoeveelheden zo belangrijk zijn dat er geen aanleiding meer is de referentiehoeveelheden te beperken die een product in de vorm van een overeenkomst voor tijdelijke overdracht of leasing kan overnemen;

Overwegende dat deze regelgeving aangepast moet worden zowel voor de periode van twaalf maanden die op 1 april 2008 is begonnen en waarvoor de dossiers tot 30 november 2008 ingediend kunnen worden als voor de periode die op 1 april 2009 begint;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 betreffende de toepassing van de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 6°, *b*, worden de bewoordingen "van twee producenten" en "van beide bedrijven" respectievelijk vervangen door de bewoordingen "van twee tot vijf producenten" en "van twee tot vijf bedrijven";

2° in punt 6°, *b1*, vierde streepje, worden de bewoordingen "waar de melkinstallaties die door de groepering van melkproducenten gebruikt zijn," vervangen door de bewoordingen "waar de melkproductie-eenheid die door de groepering van melkproducenten gebruikt is, is gelegen";

3° in punt 6°, *b1*, vijfde streepje, worden de bewoordingen "dienen de gronden die in de groepering van melkproducenten zijn ingebracht, minstens die te zijn, die met de referentiehoeveelheden zijn overgenomen" vervangen door de bewoordingen "dienen de gronden die in de groepering van melkproducenten zijn ingebracht, ofwel die te zijn, die met de referentiehoeveelheden zijn overgenomen" De bewoordingen "ofwel andere gronden zoals bedoeld in artikel 15, § 2, tweede lid, voor een zulke totale oppervlakte dat de globale referentiehoeveelheden van het betrokken lid niet hoger zijn dan 20 000 liter per ha" worden ingevoegd na de bewoordingen "referentiehoeveelheden zijn overgenomen,";

4° in punt 6°, *b3*, tweede streepje, worden de bewoordingen "of twee leden" en "of twee producenten-overnemers" respectievelijk vervangen door de bewoordingen "of verschillende van de vijf leden producenten" en "of verschillende producenten-overnemers");

5° in punt 12° wordt de bepaling "... die, indien nodig, moeten toegevoegd worden tot de oppervlakte van een cirkel met een straal van 30 kilometer bereikt wordt" aangepast als volgt "... die indien nodig voor de producenten waarvan de bedrijven dichtbij de perken van het Waalse Gewest gelegen zijn, moeten toegevoegd worden om de oppervlakte gelijkwaardig aan een cirkel met een straal van 30 kilometer in het Waalse Gewest te bereiken";

6° in punt 15°, § 1, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1. in punt *b* vervallen de bewoordingen "door een bloed- of een aanverwant in de eerste graad van de overdrager" en worden de bewoordingen "overgenomen gronden gelegen zijn" vervangen door de bewoordingen "overgenomen melkproductie-eenheid";

2. in punt *b2*., wordt het woord "ofwel" ingevoegd na de bewoordingen "punt *e*". De bewoordingen "ofwel andere gronden zoals bedoeld in artikel 15, § 2, tweede lid, voor een zulke totale oppervlakte dat de globale referentiehoeveelheden van de betrokken producent niet hoger zijn dan 20.000 liter per ha, waarbij het bewijs ervan jaarlijks wordt aangevoerd in de oppervlakteaangifte" worden ingevoegd na de bewoordingen "bedoeld in punt *a*" en "behalve als het geheel";

3. in punt *c* vervallen de bewoordingen "als dusdanig";

4. in punt *d* vervallen de bewoordingen "en alle gronden gebruikt voor melkproductie waarover hij op 31 maart 2003 al beschikte,";

5. punt *f* vervalt.

7°. er wordt een punt 17° toegevoegd, luidend als volgt :

"17° oprichting van een bedrijf: overdracht van alle referentiehoeveelheden van de overdrager zoals op 31 maart 2002 geboekt door het bestuur, naar een overnemer die over productiemiddelen beschikt voor de melkproductie die geen deel uitmaken van een productie-eenheid, beheerd door een melkproducent, onder de volgende voorwaarden :

1) de overdracht van de referentiehoeveelheden heeft geen enkele cumul van referentiehoeveelheden in hoofde van de overnemer tot gevolg. Wanneer de overdragende producent bij het Bestuur verschuldigd is van een monetair bedrag voor vroegere hertoewijzingen die hij volgens de bepalingen van artikel 15 zou hebben genoten, worden de overgedragen referentiehoeveelheden beperkt ten belope van hoeveelheden waarvan de globale monetaire waarde gelijkwaardig is aan het verschuldigde bedrag volgens de bepalingen van artikel 15;

2) de melkproductie-eenheid van de producent-overnemer is gelegen op het grondgebied van de voormalige gemeente waar de melkproductie-eenheid zich bevindt van waaruit de leveringen en/of de rechtstreekse verkopen van de overdragende producent op 31 maart 2002 door het Bestuur waren geboekt of op het grondgebied van een naburige voormalige gemeente;

3) op de werkelijke overdrachtsdatum en jaarlijks gedurende 9 jaar moet de overnemer in zijn jaarlijks oppervlakteaangifte bewijzen dat hij voldoende voederoppervlakten zoals bedoeld in artikel 15, § 2, tweede lid, uitbaat, zodat zijn globale referentiehoeveelheden niet meer bedragen dan 20.000 liter per ha;

4) de productie van melk door de overnemer mag slechts gebeuren op het opgerichte bedrijf;

5) dit bedrijf moet voor de productie van melk daadwerkelijk door de producent-overnemer uitgebaat worden gedurende 9 jaar vanaf de datum van de overdracht van de referentiehoeveelheid. Tijdens deze periode mag dit bedrijf in zijn geheel of gedeeltelijk niet worden uitgewonnen noch verhuisd;

6) tot 31 maart 2015 en behalve in geval van overmacht of vrijmaking van het geheel of een gedeelte van de referentiehoeveelheid kan de overnemer slechts het gehele bedrijf of een gedeelte ervan overdragen aan een producent die het overneemt volgens de bepalingen van artikel 1, 15°, en die zijn bloed- of aanverwant in de eerste graad, zijn bloedverwant in de zijlinie en tweede graad of zijn echtgenoot is;

7) tot 31 maart 2015 en onverminderd de bepalingen van de artikelen 5, 9 en 10 kan de overnemer geen andere productie-eenheden dan deze die deel uitmaakten van het opgerichte bedrijf uitbaten, met uitzondering van de gronden dienstig voor de melkproductie."

Art. 2. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in paragraaf 2, 1°, tweede lid, vervalt het woord "slechts";

2° paragraaf 2, 2°, wordt gewijzigd als volgt : "2° Onverminderd de bepalingen van artikel 16 wordt de hoeveelheid die een producent mag overnemen op basis van overeenkomsten van tijdelijke afstand beperkt tot 30 % van zijn referentiehoeveelheden als hij minstens 70 % van het geheel van zijn referentiehoeveelheden produceert en in de handel brengt";

3° paragraaf 2, 3°, wordt vervangen als volgt : "de overnemer van de tijdelijke overdracht moet via zijn jaarlijks oppervlakteaangifte van het aanvraagkalenderjaar bewijzen dat hij voldoende voederoppervlakten zoals bedoeld in artikel 15, § 2, 2°, uitbaat zodat zijn globale referentiehoeveelheden, met inbegrip van de tijdelijke overdracht, niet meer bedragen dan 20 000 liter per ha.";

4° in paragraaf 3, worden de bewoordingen "30 november" vervangen door "28 februari"

Art. 3. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° punt *a* wordt gewijzigd als volgt :

a) de bewoordingen "waar de installaties van de productie-eenheid, waarvan zij deel uitmaken, gelegen zijn" worden vervangen door de bewoordingen "waar de melkproductie-eenheid gelegen is";

b) de bepaling die begint met de bewoordingen "De verantwoordingsdocumenten van de overdracht..." en die eindigt met de bewoordingen "niet meer bedragen dan 20 000 liter per hectare" wordt aangevuld met de volgende bepaling : "Voor de overdrachten bedoeld in artikel 9, § 1 en § 2, en in artikel 10 die vóór 1 april 2006 zijn verricht, moet de producent-overnemer via zijn jaarlijkse oppervlakteaangifte bewijzen dat hij te rekenen van de werkelijke datum van de overdracht jaarlijks beschikt over voederoppervlakten zoals bepaald in artikel 15, § 2, 2°, tweede lid, zodat zijn globale referentiehoeveelheden niet meer bedragen dan 20 000 liter per ha";

2° punt *b* wordt vervangen door volgende bepaling : "*b.* In geval van overname of oprichting van een bedrijf volgens de bepalingen van artikel 1, 15° en 17° moet de producent-overnemer via zijn oppervlakteaangifte jaarlijks bewijzen dat hij te rekenen van de werkelijke datum van de overdracht over voldoende voederoppervlakten zoals bedoeld in artikel 15, § 2°, 2, tweede lid, beschikt zodat zijn globale referentiehoeveelheden niet meer bedragen dan 20 000 liter per ha. Dat bewijs moet jaarlijks zowel vóór 1 april 2006 als daarna en tot 31 maart 2015 door de producent-overnemer van een overdracht overgemaakt worden."

Art. 4. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° paragraaf 1, eerste lid, wordt gewijzigd als volgt : "§ 1. Behalve in geval van overname of oprichting van een bedrijf en onverminderd de bepalingen van de artikelen 5, 10, 13 en 14 worden de quota die overgedragen worden tussen overdragende producenten en producenten-overnemers die noch bloedverwanten noch aanverwanten in de eerste graad noch bloedverwanten in de zijlinie en de tweede graad noch echtgenoten zijn, zonder toelage met 90 % verminderd";

2° in paragraaf 1, tweede lid, worden de bewoordingen "in de twee volgende gevallen : 1°" ingevoegd tussen de bewoordingen "Deze bepaling is echter niet van toepassing" en de bewoordingen "wanneer de overdracht wordt uitgevoerd";

3° in paragraaf 1 wordt een punt 2° toegevoegd, luidend als volgt "2° Wanneer de overdragende producent gedurende dezelfde periode een hoeveelheid gelijkwaardig aan degene die hij aan één of verschillende derde overdraagt, heeft vrijgemaakt.";

4° in paragraaf 3 worden volgende wijzigingen aangebracht :

a. in punt 5°, wordt het woord "productie-eenheid" vervangen door het woord "melkproductie-eenheid". In het derde lid worden de bewoordingen "referentiehoeveelheden en/of" ingevoegd tussen de bewoordingen "de producenten-overnemer van" en de bewoordingen "overgedragen gronden";

b. in punt 6°, worden enerzijds de bewoordingen "de voederoppervlakten bepaald in artikel 15, § 2, 2°, tweede lid, die uitgebaat en aangegeven worden door de producent en" ingevoegd tussen de bewoordingen "en met de verhouding bestaande tussen" en de bewoordingen "de oppervlakte van de overgenomen gronden".

Anderzijds vervallen de bewoordingen "die niet zijn uitgebaat op ononderbroken wijze tijdens de periode van negen jaar vanaf de datum van overdracht van de referentiehoeveelheid en de totale oppervlakte van de overgenomen gronden" en de volgende volzin.

Art. 5. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

2° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt : "§ 1. Onverminderd de bepalingen van artikel 9, § 3, en bij een in artikel 9, § 1 bedoelde overdracht aan een overnemer die voldoet aan de bepaling van artikel 1, 7, a, worden de schijven van de overgedragen quota die, samengevoegd met de quota van de overnemer vóór de overdracht, de quota van de overnemer na overdracht verhogen tot boven de 600 000 liter, zonder vergoeding met 90 % verminderd."

2° paragraaf 2 wordt als volgt gewijzigd :

a. in punt 1° worden de bewoordingen "van de in artikel 9, § 1, bedoelde overdracht" ingevoegd na het woord "producent-overnemer" en de bewoordingen "een groepering van natuurlijke personen is" en worden de bewoordingen "9, § 2, 2°, punt a" vervangen door de bewoordingen "1, 7°, c";

b. in punt 2° worden de bewoordingen "van de in artikel 9, § 1, bedoelde overdracht" ingevoegd na het woord "producent-overnemer" en de bewoordingen "een landbouwvennootschap of een andere rechtspersoon is". De bewoordingen "die voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 9, § 2, 1°, punt b)" vervallen en de bewoordingen "9, § 2, 1°" worden vervangen door "1";

c. in punt 3 worden de bewoordingen "van de in artikel 9, § 1, bedoelde overdracht" ingevoegd tussen het woord "producent-overnemer" en de bewoordingen "bestaat uit een groepering van natuurlijke personen samengesteld uit twee echtgenoten";

3° paragraaf 3, 4°, vervalt.

Art. 6. In artikel 14 van hetzelfde besluit, § 3 worden de bewoordingen "Behvoormaligens in geval van bedrijfsovernames" vervangen door de bewoordingen "Behvoormaligens in geval van bedrijfsovername of -oprichting".

Art. 7. Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° paragraaf 1, 2° wordt aangevuld als volgt : "Voor de latere periodes wordt het vergoedingsbedrag per liter melk met 38 gram referentievetstoffen bepaald als volgt : periode 2009-2010 met uitwerking op 1 april 2010 : 0,15 euro; periode 2010-2011 met uitwerking op 1 april 2011 : 0,12 euro; periode 2011-2012 met uitwerking op 1 april 2012 : 0,09 euro; periode 2012-2013 met uitwerking op 1 april 2013 : 0,06 euro; periode 2013-2014 met uitwerking op 1 april 2014 : 0,03 euro.

Voor deze verschillende periodes wordt het bedrag van de respectievelijke vergoedingen verhoogd of verminderd per gram boven of onder 38 gram als volgt : periode 2009-2010 met uitwerking op 1 april 2010 : 0,0039 euro; periode 2010-2011 met uitwerking op 1 april 2011 : 0,0032 euro; periode 2011-2012 met uitwerking op 1 april 2012 : 0,0024 euro; periode 2012-2013 met uitwerking op 1 april 2013 : 0,0016 euro; periode 2013-2014 met uitwerking op 1 april 2014 : 0,0008 euro.

2° paragraaf 1, 7°, wordt aangevuld als volgt : "c. Wanneer de som van de hoeveelheden die aan de in a en b bedoelde producenten te herverdelen is, kleiner is dan de som van de hoeveelheden die het voorwerp hebben uitgemaakt van een vrijmakingsaanvraag, wordt elke vrijmakingsaanvraag naar gelang van het relatieve belang van de niet-herverdeelde extra liters verminderd als volgt : Per producent wordt de vrij te maken hoeveelheid gekregen door de oorspronkelijke aanvraag te vermenigvuldigen door de ratio "som van de niet-herverdeelde liters gedeeld door de som van de liters die het voorwerp hebben uitgemaakt van een vrijmakingsaanvraag. De niet-vrijgemaakte liters worden aan hun voormaliger teruggeven."

3° in paragraaf 2, 2°, laatste lid, worden de codes 611, 612, 621 vervangen door de codes 61, 613, 62. De codes 741 en 742 vervallen;

4° paragraaf 2, 5°, wordt gewijzigd als volgt : "5° hij mag geen aanvraag voor de overdracht van een referentiehoeveelheid in de hoedanigheid van een overnemer hebben ingediend tijdens de lopende periode. Deze bepaling is echter niet van toepassing in geval van bedrijfsovername of -oprichting alsmede voor de producenten waarvan de globale quota lager zijn dan 300 000 liter tijdens de lopende periode of die jonger zijn dan 35 jaar op 1 april van de volgende periode;"

Art. 8. Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in paragraaf 2 worden de bewoordingen "na het verstrijken van de betrokken periode" vervangen door de bewoordingen "op 1 april die de betrokken periode volgt";

2° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt : " § 3. De bij de bepaling van § 2 betrokken producent kan :

- ofwel binnen de maand volgend op de kennisgeving van de beslissing door het Bestuur een vrijmakingsaanvraag zoals bedoeld in artikel 15 tijdens de lopende periode indienen voor het deel van zijn referentiehoeveelheden dat in geval van niet-vrijmaking verminderd zou worden of voor een hogere hoeveelheid;

- ofwel vóór 30 november van de lopende periode een aanvraag voor de overdracht van zijn referentiehoeveelheden zoals bedoeld in de artikelen 1, 15°, 5°, 9°, 10 en 14.

Bij een dergelijke vrijmaking of overdracht kunnen de betrokken referentiehoeveelheden het voorwerp uitmaken van de bepalingen bedoeld in artikel 4, § 2;

3° er wordt een paragraaf 4 toegevoegd, luidend als volgt : "§ 4. Op 1 april volgend op de periode van vermindering van zijn quota kan de bij § 2 betrokken producent een referentiehoeveelheid gelijkwaardig aan zijn quotalhoeveelheid die verminderd was, opnieuw genieten voor zover hij niet in aanmerking is gekomen voor de bepalingen van § 3 en voor zover hij tijdens die periode minstens 70 % van zijn referentiehoeveelheden heeft geproduceerd en in de handel gebracht. Zoniet wordt de vermindering op die datum definitief."

Art. 9. Dit besluit treedt in werking voor de lopende periode op de dag volgend op zijn bekendmaking voor de artikelen 1, 1°, 2°, 3°, 4°, 6° en 7°; 2, 4, 1°, 2° et 4°; 6 en 8. Voor de andere artikelen, namelijk de artikelen 1, 5°; 3; 4, 3°; 5 en 7, treedt het in werking op 1 april 2009.

Art. 10. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 december 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN